

**Centre de services scolaire  
des Hautes-Rivières**

**États financiers résumés**

**30 juin 2022**

## TABLE DES MATIÈRES

---

<b>RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS</b>	1
<b>ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS</b>	
➤ État résumé des résultats	2
➤ État résumé de l'excédent (déficit) accumulé	3
➤ État résumé de la situation financière	4
<b>NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS</b>	5 – 18
<b>RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES</b>	
➤ Revenus	Annexe 1
➤ Charges par champ d'activités	Annexe 2

---



## Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

Aux membres du conseil d'administration du  
Centre de services scolaire des Hautes-Rivières

### Opinion

Les états financiers résumés, qui comprennent l'état résumé de la situation financière au 30 juin 2022, l'état résumé des résultats et l'état résumé de l'excédent accumulé, pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires aux états financiers résumés sont tirés des états financiers audités du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières pour l'exercice terminé le 30 juin 2022.

À notre avis, les états financiers résumés ci-joints constituent un résumé fidèle des états financiers audités, sur la base des critères décrits dans la note 2.

### États financiers résumés

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. La lecture des états financiers résumés et du rapport de l'auditeur sur ceux-ci ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités et du rapport de l'auditeur sur ces derniers.

### Les états financiers audités et notre rapport

Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur les états financiers audités dans notre rapport daté du 6 octobre 2022.

### Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation des états financiers résumés, tel que décrit dans la note 2.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers résumés constituent un résumé fidèle des états financiers audités, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la norme canadienne d'audit (NCA) 810, « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

*BCGO s.e.n.c.r.l.*

1

Vaudreuil-Dorion,  
Le 7 octobre 2022

<sup>1</sup> CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A112703

**BCGO** S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés  
Partnership of Chartered Professional Accountants



membre de MSI,  
un réseau de firmes  
professionnelles  
indépendantes

4080-5005, boulevard Lapinière  
Brossard (Québec) J4Z 0N5

201-515, rue Leclerc  
Repentigny (Québec) J6A 8G9

508-3080, boulevard Le Carrefour  
Laval (Québec) H7T 2R5

100-825, boulevard Monseigneur-Langlois  
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 1B8

600-50, boulevard Crémazie Ouest  
Montréal (Québec) H2P 2T3

102-476, avenue Saint-Charles  
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N6

Téléphone : 514.388.3888 | Télécopieur : 514.389.3205 | Site Web : [www.bcco.ca](http://www.bcco.ca)

# CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES

## ÉTAT RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

de l'exercice terminé le 30 juin 2022



2

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Subvention de fonctionnement du MEQ	237,694,972 \$	208,095,790 \$
Subvention d'investissement	349,449	503,903
Autres subventions	530,614	484,477
Taxe scolaire	17,567,999	17,102,746
Droits de scolarité et frais de scolarisation	3,383,718	852,349
Ventes de biens et services	12,554,155	10,833,761
Revenus divers	867,632	156,472
Amortissement de la subvention d'investissement reportée	<u>13,558,998</u>	<u>11,567,134</u>
	<b>Annexe 1</b>	
	<u>286,507,537</u>	<u>249,596,632</u>
<b>Charges par champ d'activités</b>		
Activités d'enseignement et de formation	136,784,373	125,206,251
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation	64,244,299	57,222,780
Services d'appoint	25,853,546	24,079,701
Activités administratives	12,276,982	10,941,655
Activités relatives aux biens meubles et immeubles	28,242,577	25,493,922
Activités connexes	5,855,882	23,011,563
Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux	<u>246,258</u>	<u>1,326,145</u>
	<b>Annexe 2</b>	
	<u>273,503,917</u>	<u>267,282,017</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<u>13,003,620 \$</u>	<u>(17,685,385) \$</u>

Les notes complémentaires et renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers résumés.

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES**  
**ÉTAT RÉSUMÉ DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
de l'exercice terminé le 30 juin 2022



3



	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	<b>(4,006,859) \$</b>	13,678,526 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	<u><b>13,003,620</b></u>	<u>(17,685,385)</u>
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	<u><b>8,996,761 \$</b></u>	<u>(4,006,859) \$</u>

Les notes complémentaires et renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers résumés.



**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES****ÉTAT RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

au 30 juin 2022



4

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Actifs financiers</b>		
Encaisse	17,751,432 \$	7,140,784 \$
Subvention de fonctionnement à recevoir	41,537,461	23,278,524
Subvention d'investissement à recevoir	247,338,388	221,904,379
Subvention à recevoir - Financement	120,750	120,751
Taxe scolaire à recevoir	1,086,407	1,164,709
Débiteurs (note 4)	3,888,533	2,509,144
Stocks destinés à la revente	90,293	100,585
	<u>311,813,264</u>	<u>256,218,876</u>
<b>Passifs</b>		
Emprunts temporaires	29,003,339	-
Créditeurs, frais courus à payer et autres passifs (note 6)	53,023,377	63,182,936
Subvention d'investissement reportée	236,571,518	208,931,734
Revenus perçus d'avance (note 7)	1,558,108	1,472,181
Provision pour avantages sociaux (note 8)	10,928,861	10,682,603
Passif au titre des sites contaminés	120,750	120,751
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (note 9)	<u>210,367,548</u>	<u>187,351,051</u>
	<u>541,573,501</u>	<u>471,741,256</u>
<b>Dettes nettes</b>	<u>(229,760,237)</u>	<u>(215,522,380)</u>
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles (note 10)	237,927,532	210,289,840
Stocks de fournitures	702,041	734,954
Charges payées d'avance	127,425	490,727
	<u>238,756,998</u>	<u>211,515,521</u>
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	<u>8,996,761 \$</u>	<u>(4,006,859) \$</u>

Les notes complémentaires et renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers résumés.

Pour le conseil d'administration,

\_\_\_\_\_, Administrateur

\_\_\_\_\_, Administrateur

## **1- STATUTS**

La Commission scolaire des Hautes-Rivières était constituée en vertu du décret 1014-97 du 13 août 1997. Le 15 juin 2020, la Commission scolaire des Hautes-Rivières est devenue le Centre de services scolaire des Hautes-Rivières (le « Centre de services scolaire ») suite à l'entrée en vigueur de la Loi modifiant principalement la loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires.

Les états financiers ont été élaborés pour satisfaire aux exigences de l'article 287 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. 1-13.3). Le Centre de services scolaire a pour mission d'établir les établissements d'enseignement sur son territoire, de les soutenir et de les accompagner en leur rendant accessibles les biens et services et en leur offrant les conditions optimales leur permettant de dispenser aux élèves des services éducatifs de qualité et de veiller à leur réussite éducative, en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau d'instruction, de socialisation et de qualification de la population.

## **2- ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS**

Les états financiers résumés sont tirés des états financiers audités complets, préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, au 30 juin 2022 et pour l'exercice terminé à cette date.

La préparation de ces états financiers résumés exige de la direction qu'elle détermine les renseignements qui doivent se refléter dans les états financiers résumés de façon à ce qu'il soient conformes, à tous les égards importants, aux états financiers audités et en donnent une image fidèle.

## **3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### ***Référentiel comptable***

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

### ***Estimations comptables***

La préparation des états financiers du Centre de services scolaire, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celui-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers.

Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formule des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les frais courus à payer, la provision pour avantages sociaux futurs, la provision relative aux offres salariales du gouvernement, le passif au titre des sites contaminés et certaines éventualités. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

### **3- MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

#### **Revenus**

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel les opérations ou les faits dont ils découlent ont eu lieu. Les revenus qu'il serait trop difficile de mesurer avant leur encaissement sont comptabilisés au moment de la réception des fonds. Les sommes reçues ou à recevoir concernant des revenus qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de revenus reportés.

Plus spécifiquement :

#### ***Subvention et subvention reportée***

Les subventions du ministère de l'Éducation (MEQ) sont constatées dans l'exercice où le Centre de services scolaire a satisfait aux critères d'admissibilité prescrits dans les règles budgétaires de l'année scolaire. À l'exception de certaines allocations pour lesquelles le MEQ a autorisé le report, les revenus de subvention versés par le MEQ, conformément aux dispositions des règles budgétaires, ne sont pas reportés.

Les subventions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui sont des paiements de transfert sont constatées lorsque les subventions sont autorisées et que le Centre de services scolaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est. Elles sont présentées au poste « Subvention d'investissement reportée » lorsqu'elles sont assorties de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Le revenu relatif à la subvention est constaté aux résultats au fur et à mesure que le passif est réglé au poste « Amortissement de la subvention d'investissement reportée ».

Les autres subventions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui ne sont pas des paiements de transfert sont reportées dans le poste « Subventions d'investissement reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles » et constatées à titre de revenus au poste « Amortissement de la subvention d'investissement reportée » au même rythme que l'amortissement des immobilisations qui s'y rapportent.

#### ***Taxe scolaire***

Les revenus de la taxe scolaire sont constatés dans la période couverte par le rôle de perception. Les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur. La période couverte par les factures annuelles de taxe scolaire est du 1er juillet au 30 juin. La taxe scolaire est imposée sur la valeur ajustée. La valeur ajustée est déterminée par l'application de l'étalement, sur trois ans, de la variation entre la valeur uniformisée effective au 31 décembre de la dernière année du rôle précédent et celle figurant au nouveau rôle qui prend effet le 1er janvier suivant. Les revenus tenant lieu de la taxe scolaire sont constatés dans l'exercice au cours duquel les sommes sont encaissées.

#### ***Ventes de biens et services et revenus divers***

Les revenus provenant de la vente de biens et de services et revenus divers sont constatés dans la période au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

### **3- MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

#### **Charges**

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les charges comprennent le coût des biens consommés dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités, des services obtenus au cours de l'exercice ainsi que les pertes réalisées. Les charges comprennent aussi l'amortissement du coût des immobilisations pour l'exercice.

#### **Actifs financiers**

##### ***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, des découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition et des placements rachetables ou facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative. Ces placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de marché.

##### ***Instruments financiers***

Le Centre de services scolaire ne détient pas au 30 juin 2022 et n'a pas détenu au cours de l'exercice d'instruments financiers devant être évalués à la juste valeur et par conséquent, il n'y a pas de gain ou de perte de réévaluation.

##### ***Débiteurs***

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation de l'exercice de cette provision est constatée aux résultats du poste « Activités connexes ».

##### ***Stocks destinés à la vente***

Les stocks destinés à la vente sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

#### **Passifs**

##### ***Provision pour avantages sociaux***

Les obligations découlant des congés de maladie monnayables du personnel enseignant ainsi que les obligations découlant des autres congés de maladie, des vacances, des heures supplémentaires accumulées, de l'assurance-traitement et des autres congés sociaux (maternité, paternité) gagnés par les employés du Centre de services scolaire sont comptabilisées au coût à titre de passif. La variation de l'exercice de la provision est constatée aux résultats au poste « Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux »

##### ***Dettes à long terme***

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Les frais d'émission liés aux dettes sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus dans le solde des dettes à long terme.

### **3- MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

#### ***Passif au titre des sites contaminés***

Les obligations découlant de la réhabilitation des sites contaminés sont comptabilisées lorsqu'il est probable que le Centre de services scolaire en assumera la responsabilité dans la mesure où la contamination dépasse la norme environnementale et que le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable. Le passif au titre des sites contaminés comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des sites contaminés. Le Centre de services scolaire a utilisé différentes méthodes pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion, dont des études de caractérisation ou des analyses comparatives. Pour chaque site contaminé, le coût estimé a été majoré pour tenir compte du degré de précision associé à la méthode employée. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement. Compte tenu de l'incertitude quant à la période au cours de laquelle les activités d'assainissement seront menées, le Centre de services scolaire n'actualise pas ces coûts.

#### **Actifs non financiers**

De par leur nature, les actifs non financiers du Centre de services scolaire sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers du Centre de services scolaire

#### ***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de service.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût n'inclut pas les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, de développement ou de mise en valeur. Ces coûts sont passés directement en charge au cours de l'exercice. À l'exception des terrains, le coût des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile estimatives suivantes:

Aménagements de terrain	10 ou 20 ans
Bâtiments	20 à 50 ans
Améliorations locatives	8 ans
Améliorations et transformations majeures	25 à 40 ans
Matériel et équipement	3 à 15 ans
Équipement spécialisé relié à l'éducation	10 ou 20 ans
Réseaux de télécommunications	20 ans

Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec une contrepartie au passif sous le poste «Subvention d'investissement reportée», à l'exception des terrains où la contrepartie est constatée dans les revenus de la période d'acquisition. Les subventions d'investissement reportées sont virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées.

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS**  
de l'exercice terminé le 30 juin 2022

### 3- MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### *Réduction de valeur*

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de services scolaire de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charge au poste des résultats «Activités relatives aux biens meubles et immeubles». Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

#### *Stocks de fournitures*

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation.

#### *Charges payées d'avance*

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont le Centre de services scolaire bénéficiera au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où le Centre de services scolaire bénéficiera des services acquis.

#### *Opérations interentités*

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle conjoint.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

### 4- DÉBITEURS

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Comptes à recevoir des usagers	1,245,279 \$	1,204,766 \$
Avances à des employés	48,710	40,147
Taxes à la consommation	663,009	661,496
Autres ventes de biens et services	<u>2,740,865</u>	<u>1,535,163</u>
	<b>4,697,863</b>	3,441,572
Moins: provision pour créances douteuses	<u>809,330</u>	<u>932,428</u>
	<b><u>3,888,533 \$</u></b>	<b><u>2,509,144 \$</u></b>

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS**  
 de l'exercice terminé le 30 juin 2022

**5- EMPRUNTS TEMPORAIRES**

Le montant mensuel maximal d'emprunts temporaires que le Centre de services scolaire peut contracter est établi par le ministère de l'Éducation du Québec. Au 30 juin 2022, le crédit autorisé est de 124 157 247 \$ sous forme de billets, de découvert bancaire, d'ouvertures de crédit au taux de base (3,70 % au 30 juin 2022) et au taux moyen des bons du Trésor du Québec à 3 mois majoré de 0,02 % ou d'acceptations bancaires. Les emprunts temporaires sont garantis par une cession des subventions du ministère de l'Éducation du Québec.

**6- CRÉDITEURS, FRAIS COURUS À PAYER ET AUTRES PASSIFS**

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Salaires et charges sociales	29,376,844 \$	42,570,522 \$
Fournisseurs et retenues sur contrats	14,052,666	12,248,431
Intérêts courus	1,708,740	1,356,935
Fonds à destination spéciale	2,304,767	2,293,298
Autres	5,580,360	4,713,750
	<u>53,023,377 \$</u>	<u>63,182,936 \$</u>

**7- REVENUS PERÇUS D'AVANCE**

	<u>2021</u>	<u>2021</u>
Taxe scolaire perçue d'avance	534,880 \$	688,534 \$
Revenus perçus d'avance des usagers	499,032	559,110
Subventions de fonctionnement reportées	524,196	224,537
	<u>1,558,108 \$</u>	<u>1,472,181 \$</u>

**8- PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX**

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Congés de maladie	1,419,735 \$	1,442,148 \$
Vacances	6,619,112	6,617,500
Heures supplémentaires accumulées	449,465	391,333
Indemnités de départ	211,974	207,264
Assurance-traitement	265,288	162,118
Autres congés spéciaux	238,099	171,894
Contributions de l'employeur sur les avantages sociaux	1,725,188	1,690,346
	<u>10,928,861 \$</u>	<u>10,682,603 \$</u>

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS**  
de l'exercice terminé le 30 juin 2022

**9- DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION**

Billets	Taux	Montant à l'émission	Solde au 30 juin 2021	Émissions de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Solde au 30 juin 2022
2013-2023	2,873%	2,350,000	1,265,000	-	155,000	<b>1,110,000</b>
2013-2023	3,296%	10,400,000	7,488,000	-	416,000	<b>7,072,000</b>
2014-2024	3,271%	23,285,000	10,667,000	-	2,103,000	<b>8,564,000</b>
2016-2041	3,210%	12,600,000	10,080,000	-	504,000	<b>9,576,000</b>
2016-2025	2,216%	24,870,000	12,630,000	-	2,448,000	<b>10,182,000</b>
2016-2024	2,154%	1,400,000	720,000	-	170,000	<b>550,000</b>
2017-2027	2,747%	9,400,000	7,896,000	-	376,000	<b>7,520,000</b>
2018-2027	2,787%	28,100,000	24,359,000	-	1,247,000	<b>23,112,000</b>
2018-2033	3,140%	23,787,000	18,975,000	-	1,604,000	<b>17,371,000</b>
2019-2044	2,785%	26,724,000	24,586,000	-	1,069,000	<b>23,517,000</b>
2019-2022	1,808%	1,938,000	646,000	-	646,000	-
2020-2045	2,299%	26,782,000	25,711,000	-	1,071,000	<b>24,640,000</b>
2020-2041	2,229%	16,889,000	16,086,000	-	803,000	<b>15,283,000</b>
2020-2023	0,738%	999,000	666,000	-	333,000	<b>333,000</b>
2021-2046	2,689%	23,403,399	23,403,399	-	936,136	<b>22,467,263</b>
2021-2024	0,674%	3,165,381	3,165,381	-	1,055,127	<b>2,110,254</b>
2022-2047	2,906%	34,631,000	-	34,829,528	-	<b>34,829,528</b>
2022-2025	1,715%	3,212,000	-	3,217,470	-	<b>3,217,470</b>
		<b>273,935,780</b>	<b>188,343,780</b>	<b>38,046,998</b>	<b>14,936,263</b>	<b>211,454,515</b>
Frais reportés liés à la dette à long terme		-	(992,729)	(203,998)	(109,760)	<b>(1,086,967)</b>
		<b>273,935,780 \$</b>	<b>187,351,051 \$</b>	<b>37,843,000 \$</b>	<b>14,826,503 \$</b>	<b>210,367,548 \$</b>

Les billets sont remboursés à même les subventions accordées par le ministère de l'Éducation du Québec, lesquels viennent à échéance de 2023 à 2047.

**9- DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION (suite)**

Les versements en capital à effectuer sur les billets au cours des prochains exercices sont les suivants:

2023	16,755,934 \$
2024	23,462,934 \$
2025	19,929,807 \$
2026	9,003,317 \$
2027	9,003,317 \$
2028 et suivants	133,299,206 \$

**10- IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 2022	Valeur comptable nette 2021
Terrains	2,263,307 \$	- \$	2,263,307 \$	2,263,307 \$
Aménagements	14,095,146	4,625,606	9,469,540	7,805,517
Bâtiments	259,057,945	143,588,241	115,469,704	107,338,186
Améliorations et transformations majeures	120,127,970	22,471,741	97,656,229	81,132,530
Matériel et équipement	20,924,627	10,162,871	10,761,756	9,630,925
Équipement spécialisé relié à l'éducation	4,014,798	2,047,273	1,967,525	1,842,101
Améliorations locatives	142,149	2,271	139,878	-
Réseaux de télécommunications	1,553,606	1,354,013	199,593	277,274
	<b>422,179,548 \$</b>	<b>184,252,016 \$</b>	<b>237,927,532 \$</b>	<b>210,289,840 \$</b>

Le total des immobilisations corporelles inclut des immobilisations corporelles en cours de construction et de développement, soit 284 105 \$ (570 446 \$ en 2021) pour des aménagements, 4 165 786 \$ (2 743 613 \$ en 2021) pour des bâtiments et 6 120 942 \$ (2 961 527 \$ en 2021) pour des améliorations et transformations majeures.

**11- RÉGIME DE RETRAITE**

Les membres du personnel du Centre de services scolaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement du Québec et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les taux de cotisation sont les suivants: un taux de 10,04 % (10,33 % en 2021) de la masse salariale pour le RREGOP et un taux de 12,29 % (12,29 % en 2021) pour le RRPE. Les cotisations de la période du Centre de services scolaire envers ces régimes gouvernementaux de même que les prestations sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées aux états financiers.

**12- ÉVENTUALITÉS**

Au 30 juin 2022, le Centre de services scolaire fait l'objet de griefs collectifs déposés par un groupe d'employés qui visent le besoin de soutien lors de l'intégration de certains élèves en difficultés dans les classes régulières. La direction a comptabilisé une provision dans les états financiers qu'elle juge être suffisante afin de faire face aux pertes éventuelles découlant du règlement de ces griefs. À la date des états financiers, il est impossible de prévoir le dénouement de l'ensemble de ces griefs. Tout écart entre le montant comptabilisé aux états financiers et le montant du règlement final de cette éventualité sera imputé à l'excédent (déficit) de l'exercice au cours duquel aura lieu le règlement.

**13- OPÉRATIONS INTERENTITÉS**

En plus des opérations interentités déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, le Centre de services scolaire est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Centre de services scolaire n'a conclu aucune opération commerciale interentités autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Actif</b>		
Ministère de l'Éducation du Québec		
Subvention de fonctionnement à recevoir	41,326,951 \$	22,816,331 \$
Subvention d'investissement à recevoir	247,338,388	221,904,379
Subvention à recevoir - Financement	120,750	120,751
Autres subventions	99,902	462,193
Ministère du revenu		
Débiteurs	663,009	661,496
Fonds de financement		
Frais reportés liés à la dette à long terme	1,086,967	992,729
Autres organismes		
Débiteurs	2,193,707	652,053
Subventions	110,609	-

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS**  
de l'exercice terminé le 30 juin 2022

**13- OPÉRATIONS INTERENTITÉS ( suite )**

<i><b>Passif</b></i>	<u><b>2022</b></u>	<u><b>2021</b></u>
Ministère du revenu		
Créditeurs	<b>4,244,599 \$</b>	10,371,253 \$
Ministère de l'Éducation du Québec		
Revenus perçus d'avance	<b>524,196</b>	224,537
Subvention d'investissement reportée	<b>232,456,438</b>	205,606,980
Fonds de financement		
Emprunts temporaires	<b>29,003,339</b>	-
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	<b>211,454,515</b>	188,343,781
Intérêts courus à payer sur les dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	<b>1,708,740</b>	1,356,935
Autres organismes		
Créditeurs	<b>1,304,875</b>	1,680,969
<i><b>Résultats - revenus</b></i>		
Ministère de l'Éducation du Québec		
Subvention de fonctionnement	<b>237,694,972</b>	208,123,656
Subvention d'investissement	<b>349,449</b>	503,903
Amortissement de la subvention d'investissement reportée	<b>13,171,365</b>	11,334,032
Fonds de développement du marché du travail - MTESS		
Autres subventions	<b>472,561</b>	418,611
Autres organismes		
Subventions tenant lieu de taxe	<b>27,747</b>	26,916
Droits et intérêts	<b>7,397</b>	6,315
Autres revenus	<b>26,816</b>	108,572
Autres subventions	<b>58,053</b>	38,000
<i><b>Résultats - charges</b></i>		
Réparties entre les différents champs d'activités		
Hydro-Québec	<b>2,838,122</b>	2,599,959
Ministère des Finances	<b>9,302,778</b>	8,943,570
Autres organismes	<b>3,464,997</b>	391,911
Fonds de financement - service de la dette	<b>5,543,800</b>	4,866,097

## 14- GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### *Politique de gestion des risques*

Le Centre de services scolaire, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 30 juin 2022.

### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à des obligations contractuelles. Le risque de crédit du Centre de services scolaire est principalement attribuable à ses débiteurs excluant les taxes à la consommation. Afin de réduire son risque de crédit, le Centre de services scolaire analyse régulièrement le solde de ses débiteurs et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative. Le risque de crédit associé aux subventions est réduit au minimum puisque ces sommes sont à recevoir des gouvernements.

La valeur comptable des principaux actifs du Centre de services scolaire représente l'exposition maximale du Centre de services scolaire au risque de crédit.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des débiteurs excluant les taxes à la consommation, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 30 juin 2022.

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Débiteurs</b>		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	<b>2,166,860 \$</b>	1,017,292 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	<b>45,194</b>	21,523
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	<b>76,106</b>	26,685
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	<b>1,746,694</b>	1,714,576
	<b>4,034,854</b>	2,780,076
Provision pour créances douteuses	<b>(809,330)</b>	(932,428)
Total des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses	<b>3,225,524 \$</b>	1,847,648 \$

### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est le risque que le Centre de services scolaire éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Le Centre de services scolaire est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs, frais courus à payer et autres passifs, sa provision pour avantages sociaux, ses emprunts temporaires et ses dettes à long terme.

**14- GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers du Centre de services scolaire au 30 juin 2022 se détaillent comme suit:

<b>30 juin 2022</b>	<b>Moins de 1 an</b>	<b>1 an à 3 ans</b>	<b>4 ans à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Créditeurs, frais courus à payer et autres passifs	<b>41,505,436 \$</b>	<b>7,959,597 \$</b>	<b>1,112,229 \$</b>	<b>141,348 \$</b>	<b>50,718,610 \$</b>
Dette à long terme	<b>16,755,934</b>	<b>43,392,741</b>	<b>18,006,634</b>	<b>133,299,206</b>	<b>211,454,515 \$</b>
Provisions pour avantages sociaux	<b>9,060,872</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1,867,989</b>	<b>10,928,861 \$</b>
	<b><u>67,322,242 \$</u></b>	<b><u>51,352,338 \$</u></b>	<b><u>19,118,863 \$</u></b>	<b><u>135,308,543 \$</u></b>	<b><u>273,101,986 \$</u></b>

*Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'il soient à taux fixe ou à taux variable. Les instruments à taux d'intérêt assujettissent le Centre de services scolaire à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

*Juste valeur des actifs et passifs financiers*

La juste valeur des instruments financiers dont l'échéance est à court terme se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance.

La juste valeur des emprunts à taux fixe correspond approximativement à leur valeur comptable puisque les taux d'intérêt applicables en vertu des accords de financement actuels sont comparables à ceux offerts sur le marché.

# CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

de l'exercice terminé le 30 juin 2022

17

### 15- OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Dans le cadre de ses opérations, le Centre de services scolaire a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu aux obligations contractuelles ci-dessous:

- a) Le Centre de services scolaire a signé des contrats de location d'équipement et de locaux venant à échéance entre 2026 et 2029. Les déboursés futurs totalisent 3 166 086 \$ et comprennent les versements suivants pour les prochains exercices:

2023	755,314 \$
2024	743,000 \$
2025	653,232 \$
2026	307,332 \$
2027 et plus	707,208 \$

- b) Le Centre de services scolaire a également signé des contrats d'approvisionnement de services venant à échéance entre 2024 et 2028. Les déboursés futurs totalisent 76 527 375 \$ et comprennent les versements suivants pour les prochains exercices:

2023	15,125,604 \$
2024	14,091,707 \$
2025	11,874,322 \$
2026	11,811,914 \$
2027 et plus	23,623,828 \$

- c) Le Centre de services scolaire a signé des contrats de réaménagement de certaines écoles pour un montant de 27 611 896 \$ au 30 juin 2022.

### 16- DROITS CONTRACTUELS

Les subventions pour le remboursement des intérêts de la dette à long terme subventionnée totalisent un montant de 50 288 917 \$ pour des dettes qui viennent à échéance entre 2023 et 2047.

Les versements à recevoir au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2023	5,658,284 \$
2024	5,131,788 \$
2025	4,569,286 \$
2026	4,110,641 \$
2027	3,861,063 \$

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS**  
de l'exercice terminé le 30 juin 2022

---

**17- INCIDENCE DE LA PANDÉMIE**

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette pandémie a conduit les gouvernements à adopter des mesures d'urgence temporaires ayant eu certaines répercussions sur les activités du Centre de services scolaire.

En réponse aux effets de la pandémie, le Centre de services scolaire a évalué les incertitudes entourant la crise et ses impacts potentiels sur les estimations comptables, la gestion du risque et les instruments financiers. Les incidences qui en découlent sont reflétées dans ses états financiers. Le Centre de services scolaire continuera de surveiller de près les impacts de la pandémie au fur et à mesure que la situation évoluera.

---

**18- CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de l'année financière 2021 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2022.

# CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES

## REVENUS

de l'exercice terminé le 30 juin 2022

Annexe 1

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Subventions de fonctionnement du MEQ</b>		
Subvention de fonctionnement et financement	226,197,577 \$	198,219,332 \$
Subvention d'investissement	349,449	503,903
Subvention pour le service de la dette	5,451,178	4,791,345
Subvention pour le transport scolaire	<u>6,046,217</u>	<u>5,085,113</u>
	<u>238,044,421</u>	<u>208,599,693</u>
<b>Autres subventions</b>		
Subventions du gouvernement provincial	<u>530,614</u>	<u>484,477</u>
<b>Taxe scolaire</b>	<u>17,567,999</u>	<u>17,102,746</u>
<b>Droits de scolarité et frais de scolarisation</b>		
Frais de scolarisation - Effectif scolaire adulte	85,835	87,428
Revenus - Cours en formation professionnelle	336,340	764,921
Ententes de scolarité entre organismes scolaire	<u>2,961,543</u>	<u>-</u>
	<u>3,383,718</u>	<u>852,349</u>
<b>Ventes de biens et services</b>		
Fournitures et matériel scolaire	200,701	259,254
Surveillance et transport du midi	1,363,004	1,369,692
Service de garde	7,281,459	6,054,095
Autres activités chargées aux usagers	1,450,500	777,269
Autres ventes de biens et services	<u>2,258,491</u>	<u>2,373,451</u>
	<u>12,554,155</u>	<u>10,833,761</u>
<b>Revenus divers</b>		
Intérêts, pénalités et frais de retard	131,985	158,557
Location d'immeubles ou de biens meubles	118,021	19,399
Subvention - Financement (passif au titre des sites contaminés - réévaluation)	6,680	(21,484)
Prêts de service	610,946	-
Amortissement de la subvention d'investissement reportée	<u>13,558,998</u>	<u>11,567,134</u>
	<u>14,426,630</u>	<u>11,723,606</u>
	<u>286,507,537 \$</u>	<u>249,596,632 \$</u>

# CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES

## CHARGES PAR CHAMP D'ACTIVITÉS

de l'exercice terminé le 30 juin 2022



Annexe 2

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Activités d'enseignement et de formation</b>		
Éducation préscolaire	11,319,390 \$	10,258,529 \$
Enseignement primaire	60,716,126	55,777,179
Enseignement secondaire général	34,201,309	29,730,867
Formation professionnelle	8,280,261	8,735,400
Enseignement particulier	18,514,111	17,023,241
Formation générale des adultes	3,753,176	3,681,035
	<u>136,784,373</u>	<u>125,206,251</u>
<b>Activités de soutien à l'enseignement et à la formation</b>		
Gestion des écoles et des centres	15,746,970	15,221,389
Moyens d'enseignement	4,676,635	4,488,865
Services complémentaires, pédagogiques particuliers et de formation d'appoint	36,075,267	32,019,156
Animation et développement pédagogique	2,623,874	2,548,753
Perfectionnement du personnel enseignant et autre personnel de soutien à l'enseignement	592,985	356,191
Activités sportives, culturelles et sociales	4,528,568	2,588,426
	<u>64,244,299</u>	<u>57,222,780</u>
<b>Services d'appoint</b>		
Services alimentaires	242	12,503
Transport scolaire	14,415,269	13,449,419
Service de garde	11,438,035	10,617,779
	<u>25,853,546</u>	<u>24,079,701</u>
<b>Activités administratives</b>		
Conseil d'administration, conseil des commissaires et comités	75,801	91,662
Gestion	8,676,288	7,817,222
Services corporatifs	3,389,880	2,938,253
Perfectionnement du personnel administratif et ouvrier	135,013	94,518
	<u>12,276,982</u>	<u>10,941,655</u>

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES**  
**CHARGES PAR CHAMP D'ACTIVITÉS**

de l'exercice terminé le 30 juin 2022

Annexe 2  
(suite)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Activités relatives aux biens meubles et immeubles</b>		
Entretien et amortissement des biens meubles	5,403,089	4,318,096
Conservation et amortissement des biens immeubles	11,683,187	10,099,613
Entretien ménager	6,543,327	7,288,863
Consommation énergétique	3,958,098	3,304,472
Location d'immeubles	410,463	127,878
Protection et sécurité	174,959	168,009
Améliorations, transformations et rénovations majeures non capitalisables	<u>69,454</u>	<u>186,991</u>
	<u>28,242,577</u>	<u>25,493,922</u>
<b>Activités connexes</b>		
Financement	5,651,848	5,463,419
Projets spéciaux	292,430	296,398
Rétroactivité	(952,962)	16,984,819
Droits de scolarité et ententes	126,426	74,817
Sécurité d'emploi	43,374	6,581
Prêts de services	663,141	97,505
Variation des provisions	<u>31,625</u>	<u>88,024</u>
	<u>5,855,882</u>	<u>23,011,563</u>
<b>Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux</b>	<u>246,258</u>	<u>1,326,145</u>
	<u>273,503,917 \$</u>	<u>267,282,017 \$</u>